ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, le 21 mai 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'aide sociale et culturelle à certains boursiers ressortissant de pays en voie de développement", a donné le 10 juillet 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e mei 1985 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de sociale en culturele hulp aan sommige bursalen uit ontwikkelingslanden", heeft de 10e juli 1985 het volgend advies gegeven :

OBJET DU PROJET.

L'arrêté royal en projet tend à remplacer l'arrêté royal du 1er juillet 1974 relatif à l'aide sociale et culturelle à certains boursiers ressortissant de pays en voie de développement. Comme l'arrêté actuellement en vigueur, il prévoit l'octroi de deux catégories de subventions. Sous l'appellation "aide directe" (chapitre II), des subventions peuvent être accordées aux étudiants et aux stagiaires ressortissants de pays en voie de développement, ainsi qu'à leurs conjoints et à leurs enfants, pour couvrir notamment des frais afférents à des équipements mobiliers et vestimentaires, à des frais de vacances et à des frais d'études. L'aide dite "indirecte" consiste en des subventions accordées à des organismes, "foyers" et "clubs", qui "veillent à l'accueil, à l'encadrement et s'occupent d'activités socio-culturelles en faveur de boursiers ressortissant de pays en voie de développement résidant en Belgique" (article 9). Les "foyers" fournissent "des lieux d'hébergement et de rencontre et (...) assurent (...) des services divers à caractère social et culturel" (article 12). Les "clubs" offrent "des lieux de rencontre et de vie sociale, organisés en vue de lutter contre l'isolement des boursiers ressortissant des pays en voie de développement et de favoriser les rapports interethniques et interculturels" (article 18).

LA COMPETENCE DE L'ETAT EN MATIERE DE COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

Il ne fait pas de doute que l'Etat est demeuré compétent en matière de coopération au développement.

.../...

Cette matière ne fait, en effet, pas partie de celles qui sont énumérées par la Constitution (article 59bis) ou par la loi spéciale de réformes institutionnelles (articles 4 à 16 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles).

La coopération au développement ne saurait se confondre avec la coopération culturelle internationale visée à l'article 59bis, § 2, 3°, de la Constitution. Non seulement elle est sensiblement plus large quant aux domaines dans lesquels elle peut se manifester, et plus restreinte quant aux pays avec lesquels elle implique des relations, mais elle s'inspire d'une conception fort différente. La coopération au développement suppose des relations entre la Belgique et certains autres Etats qui se trouvent à un stade moins avancé de développement sur les plans économique, technique, social et politique. La Belgique apporte une contribution à l'évolution de ces autres pays dans le sens du progrès et de l'amélioration des conditions de vie de leurs populations.

Certes la coopération au développement peut se situer notamment dans le domaine de l'enseignement et de la culture. L'aide à la formation des élites, la diffusion des connaissances et des techniques, la création d'institutions d'enseignement et de recherche sont indispensables pour le développement des Etats, de création plus ou moins récente, que concerne la coopération au développement. Cette dernière comporte par conséquent des aspects qui sont fort apparentés à la coopération culturelle internationale. Mais la coopération au développement implique non des échanges entre deux parties se présentant sur un pied de parfaite égalité, mais certains apports de l'une des parties à l'autre, qui restent sans contrepartie directe.

Il est tout à fait naturel que l'Etat, assumant ses responsabilités à l'égard d'Etats moins développés et se conformant à des engagements plus ou moins précis souscrits à l'égard

d'organisations internationales, accorde des bourses à des ressortissants de pays en voie de développement qui viennent en Belgique pour faire ou compléter leurs études, pour recevoir une certaine formation pratique ou pour suivre des stages. Il s'agit là d'un aspect classique de la coopération au développement.

L'Etat, demeuré compétent en matière de coopération au développement (1), peut continuer à distribuer des bourses d'études et de stages au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement (2). Il est également compétent pour accorder, à ces mêmes ressortissants de pays en voie de développement, certaines aides accessoires, qui seraient le complément de la bourse, telles que certaines des subventions prévues par l'arrêté en projet.

.../...

---

(1) On rappellera que le projet de loi portant diverses réformes institutionnelles (Doc. parl., Ch., 461, 1977-1978, n° 1, article 28) énumérait, parmi les matières qui ne devaient pas constituer des matières d'intérêt régional, "les Affaires étrangères". A l'occasion de la discussion de cette disposition en Commission, le Secrétaire d'Etat (N) à la Réforme des Institutions a confirmé que le domaine de la coopération au développement, relevant des Affaires étrangères, n'était pas d'intérêt régional, mais que les Communautés pouvaient y jouer un rôle si la teneur de la politique de développement se ramenait à l'exercice de compétences appartenant aux Communautés (exemplaire non révisé du rapport, p. 86).

(2) Voy. l'arrêté royal du 28 avril 1978 organisant le régime des bourses d'études et de stages, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement. Voyez aussi l'arrêté royal du 14 septembre 1983 instituant un régime de subvention des organisations non gouvernementales pour des activités de formation en Belgique de ressortissants de pays en voie de développement.

COMPETENCE DES COMMUNAUTES EN MATIERE D'ENSEIGNEMENT ET D'AIDE AUX PERSONNES, AINSI QU'EN MATIERE CULTURELLE.

En vertu de l'article 59bis, § 2, 2°, les Communautés disposent d'une compétence de principe en matière d'enseignement, même si cette compétence se trouve réduite par un certain nombre d'exceptions importantes, l'une de ces exceptions étant "les subsides". De cette compétence en matière d'enseignement et malgré l'exception qui vient d'être rappelée, il faut déduire que les Communautés sont compétentes pour l'établissement et la modification du régime des bourses d'études, y compris des bourses d'études destinées à des ressortissants étrangers (1). Lorsque les pays en voie de développement ne sont pas spécifiquement visés, il va de soi que l'octroi de bourses d'études à des étrangers ne relève pas de la matière de la coopération au développement.

Il faut relever, par ailleurs, que les Communautés sont compétentes pour régler par voie de décrets "les matières personnalisables". Parmi celles-ci, l'article 5, § 1er, II (aide aux personnes), cite notamment : "1° la politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants; (...) 3° la politique d'accueil et d'intégration des immigrés".

A première vue, on serait tenté de considérer que certaines dispositions de l'arrêté en projet relèvent de "la politique d'accueil et d'intégration des immigrés". Mais le mot "immigrés" désigne des personnes qui sont entrées dans le

.../...

---

(1) Voyez l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 9 octobre 1984 relatif à l'attribution de bourses à des ressortissants étrangers.

pays pour s'y établir, plus précisément pour y occuper un emploi (1). Lorsque des explications ont été données, au cours des travaux préparatoires de la loi spéciale du 8 août 1980, concernant cette politique d'accueil et d'intégration, il fut question essentiellement des "travailleurs migrants" et de leurs familles (2). Il est clair que le mot "immigrés", conformément à son sens courant, ne désigne pas les étudiants ou les stagiaires qui viennent temporairement en Belgique pour y faire des études ou y recevoir une formation, avec l'intention de retourner ensuite dans leur pays. L'aide à l'instruction et à la préparation des dirigeants et des techniciens, accordée aux pays en voie de développement, n'a de sens que si les étudiants et les stagiaires, une fois leur formation terminée, retournent dans leur patrie pour y faire bénéficier leurs compatriotes de ce que leurs études ou leurs stages leur ont permis d'acquérir.

La notion de "politique familiale" s'applique, par contre, aux Belges ainsi qu'aux étrangers et, parmi ceux-ci, aussi bien aux étudiants ou aux stagiaires accueillis au nom de la coopération au développement qu'aux travailleurs migrants et à leurs familles. L'article 5, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 précise même que la notion comprend "toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants". Rien ne permet d'en exclure, par exemple, une subvention destinée à couvrir les frais vestimentaires ou les frais de vacances non du boursier de la coopération au développement, mais de son conjoint et de ses enfants.

.../...

---

(1) Voyez la définition du mot "immigration" dans le "Petit Robert".

(2) Voyez notamment Doc. parl., Sénat, 434 (1979-1980), n° 1, pp. 7 et 8, n° 2, p. 126.

Enfin, en vertu de l'article 59bis, § 2, 1°, de la Constitution et de l'article 4, 8°, de la loi spéciale "l'éducation permanente et l'animation culturelle" font partie des matières culturelles qui entrent dans la compétence des Communautés. L'octroi de subventions à des organismes qui "s'occupent d'activités socio-culturelles", même si c'est sinon exclusivement, du moins principalement en faveur de boursiers accueillis en Belqique dans un programme de coopération au développement, ressortit évidemment à ce genre de compétence.

L'AUTORITE COMPETENTE POUR PRENDRE L'ARRETE EN PROJET.

Il résulte du rappel des compétences respectives de l'Etat et des Communautés, qui vient d'être fait ci-dessus, qu'une bonne part des dispositions de l'arrêté en projet ne peuvent faire l'objet d'un arrêté royal, mais pourraient éventuellement être décidées par un arrêté de l'Exécutif de chacune des Communautés. Il en est ainsi des aides prévues en faveur du conjoint, des enfants ou de la famille du stagiaire pris en charge au titre de la coopération au développement. La matière relève de l'aide aux personnes et, plus précisément de la politique familiale. Les articles 4, 5 et 7 du projet d'arrêté royal devraient, en conséquence, être modifiés ou supprimés.

L'article 8 qui prévoit une subvention annuelle accordée au conjoint du boursier qui fait des études ou reçoit une formation en Belgique, dès lors que ces études ou cette formation n'entrent pas dans le programme de la coopération au développement, traite une matière qui relève de l'enseignement, pour laquelle les Conseils de Communauté sont compétents. Il devrait être omis.

Le chapitre III (articles 9 à 23), qui institue un régime de subventions en faveur des foyers, des clubs et d'autres organismes qui mettent sur pied des activités spécifiques en faveur des boursiers venant de pays en voie de développement, empiète très largement sur la compétence des Communautés en matière d'aide aux familles (l'article 12, en particulier, qui prévoit que les "foyers" assureront "des services divers à caractère social et culturel") et en matière d'animation culturelle (l'article 18 et l'article 20, notamment, qui prévoient des "clubs" qui seront des lieux de rencontre et de vie sociale auxquels sera attaché un animateur à temps partiel ou un animateur permanent).

Les considérations qui précèdent, devraient amener le Gouvernement à revoir fondamentalement son projet, notamment pour en éliminer une série de dispositions qui ne relèvent pas de la compétence de l'Etat.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat, section de législation, a estimé superflu de procéder à un examen détaillé des articles. Il attire cependant encore l'attention sur les articles 4, alinéa 2, 9, alinéa 2, 13, alinéa 3, 14, 20, alinéa 3 et alinéa 4, deuxième phrase, et 24, qui prévoient une série de délégations d'un pouvoir réglementaire au Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions. Les compétences ainsi attribuées au Ministre dépassent les pouvoirs qu'un arrêté royal peut, en principe, attribuer à un membre du Gouvernement. Il convient, en effet, de rapprocher ces dispositions de l'article 114 de la Constitution, qui réserve à la loi le pouvoir d'accorder une pension ou une gratification à charge du trésor public. En l'absence de toute base légale, l'attribution à un membre du Gouvernement du pouvoir de réglementer l'octroi de subventions annuelles n'est pas conforme sinon à la lettre, en tout cas à l'esprit

de la Constitution et, en particulier, de son article 114. Il va de soi que la faculté reconnue au Ministre par l'article 27, de "déléguer tout ou en partie des pouvoirs qui lui sont accordés par le présent arrêté" est a fortiori tout à fait inadmissible.

DOEL VAN HET ONTWERP.

Het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe het koninklijk besluit van 1 juli 1974 betreffende de sociale en culturele hulp aan sommige bursalen uit ontwikkelingslanden, te vervangen. Zoals het thans geldende besluit, voorziet het in de toekenning van twee categorieën van subsidies. Onder de benaming "rechtstreekse hulp" (hoofdstuk II), kunnen subsidies worden verleend aan studenten en stagiairs uit ontwikkelingslanden, alsook aan hun echtgenoot en hun kinderen, om onder meer kosten voor huisraad en kleding, vakantiekosten en studiekosten te dekken. De zogenaamde "onrechtstreekse hulp" bestaat in subsidies verleend aan instellingen, "tehuizen" en clubs", die "zorgen voor het onthaal, voor de begeleiding en zich inlaten met socio-culturele activiteiten voor bursalen uit ontwikkelingslanden die in België verblijven" (artikel 9). De "tehuizen" stellen "huisvestings- en ontmoetingsplaatsen" ter beschikking en verlenen "allerlei sociaal en cultureel dienstbetoon" (artikel 12). De "clubs" stellen plaatsen ter beschikking "voor ontmoetingen en maatschappelijk verkeer, georganiseerd om de vereenzaming van bursalen uit ontwikkelingslanden tegen te gaan en interetnische en interculturele betrekkingen te bevorderen" (artikel 18).

BEVOEGDHEID VAN DE STAAT INZAKE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Het lijdt geen twijfel dat de Staat bevoegd gebleven is inzake ontwikkelingssamenwerking.

.../...

Die aangelegenheid behoort immers niet tot die welke opgesomd zijn in de Grondwet (artikel 59bis) of in de bijzondere wet tot hervorming der instellingen (artikelen 4 tot 16 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen).

Ontwikkelingssamenwerking mag niet worden verward met internationale culturele samenwerking als bedoeld in artikel 59bis, § 2, 3°, van de Grondwet. Niet alleen is zij aanzienlijk ruimer wat de gebieden betreft waarop zij tot uiting kan komen, en beperkter wat de landen betreft waarmee zij betrekkingen impliceert, zij gaat ook uit van een geheel andere opvatting. Ontwikkelingssamenwerking onderstelt betrekkingen tussen België en bepaalde andere Staten welker ontwikkeling op economisch, technisch, sociaal en politiek vlak minder ver gevorderd is. België levert een bijdrage om die andere landen te doen evolueren in de richting van de vooruitgang en naar verbeterde levensomstandigheden voor hun bevolking.

Ontwikkelingssamenwerking kan stellig onder meer op het gebied van het onderwijs en van de cultuur liggen. Hulp bij de elitevorming, verspreiding van kennis en van techniek, oprichting van onderwijs- en researchinstellingen zijn onontbeerlijk voor de ontwikkeling van de min of meer jonge Staten die bij de ontwikkelingssamenwerking zijn betrokken. Deze laatste vertoont bijgevolg aspecten die sterk verwant zijn met de internationale culturele samenwerking. Maar ontwikkelingssamenwerking onderstelt geen uitwisseling

.../...

tussen twee, zich op voet van volkomen gelijkheid aandienende partijen, maar wel het leveren van bepaalde bijdragen door één van de partijen aan de andere, zonder dat daar verder een rechtstreekse tegenprestatie voor komt.

Het is een geheel natuurlijke zaak dat de Staat in het opnemen van zijn verantwoordelijkheid tegenover minder ontwikkelde Staten en het nakomen van de min of meer preciese verbintenissen die hij jegens internationale organisaties heeft aangegaan, studiebeurzen verleent aan onderdanen van ontwikkelingslanden die naar België komen om er te studeren of voort te studeren, om een bepaalde praktische opleiding te krijgen of stage te doen. Dat is een klassiek facet van de ontwikkelingssamenwerking.

De Staat, die bevoegd gebleven is inzake ontwikkelingssamenwerking (1), kan voort studie- en stagebeurzen ver-

.../...

---

(1) Men zal zich herinneren dat het ontwerp van wet houdende diverse institutionele hervormingen (Gedr. St. Kamer, 461, 1977-1978, nr. 1, artikel 28) de "Buitenlandse Zaken" opnoemde onder de aangelegenheden die geen zaken van gewestelijk belang behoorden te zijn. Bij de bespreking van die bepaling in de Commissie, heeft de Staatssecretaris (N) voor Hervorming der Instellingen bevestigd dat de ontwikkelingssamenwerking tot het buitenlands beleid behoorde en dus niet van gewestelijk belang was, maar dat de Gemeenschappen daarin een rol konden vervullen als het ontwikkelingsbeleid inhoudelijk zou neerkomen op het uitoefenen van bevoegdheden die bij de Gemeenschappen liggen (niet nagezien exemplaar van het verslag, Gedr. St. Kamer, 1977-1978, nr. 461/63, blz. 176).

strekken ten gunste van onderdanen van ontwikkelingslanden (1). Hij is eveneens bevoegd om aan diezelfde onderdanen van ontwikkelingslanden bepaalde bijkomende hulp te verlenen die een aanvulling van de beurs zou zijn, zoals het geval is voor sommige subsidies die in het ontwerp-besluit in uitzicht worden gesteld.

BEVOEGDHEID VAN DE GEMEENSCHAPPEN INZAKE ONDERWIJS EN BIJSTAND AAN PERSONEN, ALSOOK INZAKE CULTURELE AANGELEGENHEDEN.

Krachtens artikel 59bis, § 2, 2°, beschikken de Gemeenschappen over een principiële bevoegdheid inzake onderwijs, ook al is die bevoegdheid beperkt door een aantal belangrijke uitzonderingen, waaronder "de toelagen". Uit die bevoegdheid inzake onderwijs moet, ondanks de zoeven aangehaalde uitzondering, worden afgeleid dat de Gemeenschappen ook bevoegd zijn voor het vaststellen en het wijzigen van het stelsel van de studiebeurzen, daaronder mede begrepen de studiebeurzen die bestemd zijn voor buitenlanders (2). Als niet specifiek de ontwikkelingslanden

.../...

---

(1) Zie het koninklijk besluit van 28 april 1978 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in België, ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden. Zie ook het koninklijk besluit van 14 september 1983 houdende een stelsel voor betoelaging van niet-gouvernementele organisaties voor de opleidingsactiviteiten in België van de onderdanen van de ontwikkelingslanden.

(2) Zie het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 9 oktober 1984 met betrekking tot het verlenen van beurzen aan buitenlanders.

worden bedoeld, behoort de toekenning van studiebeurzen aan vreemdelingen uiteraard niet tot de ontwikkelingssamenwerking.

Voorts dient erop gewezen te worden dat de Gemeenschappen bevoegd zijn om bij decreet "de persoonsgebonden aangelegenheden" te regelen. Volgens artikel 5, § 1, II (bijstand aan personen), behoren daartoe onder meer : "1° het gezinsbeleid met inbegrip van alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen; (...) 3° het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen".

Op het eerste gezicht zou men geneigd zijn te denken dat sommige bepalingen van het ontworpen besluit behoren tot "het beleid inzake onthaal en integratie van inwijkelingen". Maar de woorden "inwijkeling" of "immigrant" slaan op personen die het land binnengekomen zijn met vestigingsdoeleinden, bepaaldelijk "pour y occuper un emploi" (1). Toen er tijdens de parlementaire voorbereiding van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 nadere uitleg werd verstrekt over dat beleid inzake onthaal en integratie, was er hoofdzakelijk sprake van de "migrerende werknemers" en hun families (2). Het is duidelijk dat het woord "inwijkelingen", in de gangbare betekenis, niet slaat op studenten of stagiairs die een tijd naar België komen om er te studeren of er een opleiding te krijgen, met de bedoeling daarna naar hun land terug te keren. De hulp die aan de ontwikkelingslanden wordt verleend

.../...

---

(1) Zie de definitie van het woord "immigration" in "Petit Robert".

(2) Zie inzonderheid Gedr. St. Senaat, 434 (1979-1980), nr. 1, blz. 7 en 8, nr. 2, blz. 126.

voor het onderrichten en het opleiden van hun leiders en technici, heeft alleen zin als de studenten en de stagiairs, nadat hun opleiding voltooid is, naar hun land terugkeren om er hun landgenoten te laten delen in hetgeen zij door hun studie of stage hebben kunnen verwerven.

Het begrip "gezinsbeleid" slaat daarentegen op de Belgen, alsook op de vreemdelingen, en, onder dezen, zowel op de studenten of stagiairs die hier ten lande opgenomen worden bij wijze van ontwikkelingssamenwerking, als op de "migrerende werknemers" en hun familie. Artikel 5, § 1, II, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 preciseert zelfs dat het begrip "alle vormen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen" omvat. Er is geen grond om daarvan, bijvoorbeeld, een subsidie uit te sluiten die dient om kledings- of vakantiekosten te dekken, niet voor de bursaal van de ontwikkelingssamenwerking zelf, maar voor diens echtgenoot en kinderen.

Krachtens artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet en artikel 4, 8°, van de bijzondere wet, ten slotte, maken "de permanente opvoeding en de culturele animatie" deel uit van de culturele aangelegenheden, die tot de bevoegdheid van de Gemeenschappen behoren. Het toekennen van subsidies aan instellingen die "zich inlaten met socio-culturele activiteiten", ook al doen ze dat zo niet uitsluitend dan toch hoofdzakelijk ten gunste van bursalen die in België opgenomen worden in het raam van een programma voor ontwikkelingssamenwerking, behoort vanzelfsprekend tot dat soort van bevoegdheid.

.../...

DE OVERHEID DIE BEVOEGD IS OM HET ONTWORPEN BESLUIT VAST TE STELLEN.

Uit hetgeen hier zojuist in herinnering is gebracht als respectieve bevoegdheden van de Staat en van de Gemeenschappen, moge blijken dat een aanzienlijk deel van de bepalingen die in het ontworpen besluit staan, niet het onderwerp van een koninklijk besluit kunnen zijn maar eventueel wel kunnen worden vastgesteld in een besluit van de Executieve van elk van de Gemeenschappen. Dat is het geval met de hulp die in uitzicht wordt gesteld voor de echtgenoot, de kinderen of de familie van de stagiair die is opgenomen bij wijze van ontwikkelingssamenwerking. De aangelegenheid heeft te maken met de bijstand aan personen, bepaaldelijk met het gezinsbeleid. De artikelen 4, 5 en 7 van het ontwerp van koninklijk besluit zouden dus gewijzigd of geschrapt moeten worden.

Artikel 8, dat voorziet in een jaarlijkse subsidie voor de echtgenoot van de bursaal als die echtgenoot in België studeert of er een opleiding krijgt, behandelt een aangelegenheid die te maken heeft met het onderwijs waarvoor de Gemeenschapsraden bevoegd zijn want die studie of opleiding is niet ingepast in het programma van de ontwikkelingssamenwerking. Het artikel zou dan ook moeten vervallen.

Hoofdstuk III (artikelen 9 tot 23), dat een subsidieregeling invoert voor tehuizen, clubs en andere instellingen die specifieke activiteiten op touw zetten voor bursalen uit ontwikkelingslanden, maakt voor een groot deel inbreuk op de bevoegdheid van de Gemeenschappen inzake hulp

.../...

aan gezinnen (inzonderheid artikel 12 dat bepaalt dat de "tehuizen" "allerlei sociaal en cultureel dienstbetoon" zullen verlenen) en inzake cultureel opbouwwerk (inzonderheid artikel 18 en artikel 20, die "clubs" in uitzicht stellen welke bedoeld zijn als ontmoetings- en omgangsplaatsen waaraan een deeltijds werkend of een permanent opbouwwerker verbonden zal zijn.

De bovenstaande bedenkingen zouden de Regering ertoe moeten brengen haar ontwerp grondig te herzien, inzonderheid om er een reeks bepalingen uit te verwijderen die niet tot de bevoegdheid van de Staat behoren.

Om die reden heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, het overbodig geacht in een omstandig onderzoek van de artikelen te treden. Toch wil hij nog wijzen op de artikelen 4, tweede lid, 9, tweede lid, 13, derde lid, 14, 20, derde en vierde lid, tweede volzin, en 24, die voorzien in een reeks delegaties van verordenende bevoegdheid aan de Minister tot wiens bevoegdheid de Ontwikkelingssamenwerking behoort. De aldus aan de Minister opgedragen bevoegdheden gaan de macht welke een koninklijk besluit in beginsel aan een lid van de Regering kan verlenen, te buiten. Die bepalingen moeten immers in verband worden gebracht met artikel 114 van de Grondwet, dat de bevoegdheid om een pensioen of een gratificatie ten laste van de Staatskas toe te kennen, voorbehoudt aan de wet. Aan een lid van de Regering de bevoegdheid verlenen om de toekenning van jaarlijkse subsidies te regelen is bij ontstentenis van enige wettelijke grondslag strijdig, zo niet met de letter, dan toch

.../...

met de geest van de Grondwet en, meer bepaald, met artikel 114. Het spreekt vanzelf dat de door artikel 27 aan de Minister geboden mogelijkheid om "al of een gedeelte van de hem bij dit koninklijk besluit toegekende bevoegdheden over (te) dragen" a fortiori geheel ontoelaatbaar is.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. DELPEREE, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, président de chambre.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, kamervoorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.